

Situation à Man (Côte d'Ivoire) - Communication de M. le Maire

M. LE MAIRE : Comme vous tous, je suis très inquiet de la situation actuelle en Côte d'Ivoire. Depuis le 19 septembre, la Côte d'Ivoire s'est embrasée : les rebelles ont pris position dans la moitié Nord du pays, les partisans du Président Gbagbo restant maîtres de la zone Sud.

Vous n'êtes pas sans ignorer que nous avons une ville jumelle, amie, partenaire qui est la Ville de Man avec 136 000 habitants. Or notre ville jumelle de Man a été le théâtre d'affrontements sanglants entre les partisans du pouvoir en place à Abidjan et de nouveaux rebelles issus des deux mouvements attachés au souvenir du Général Gueï, auteur du premier coup d'état de l'histoire ivoirienne. Ce chef de la junte militaire (de décembre 1999 à octobre 2000), est originaire de la région de Man, il a été assassiné en septembre 2002 à Abidjan.

Nous avons essayé d'obtenir des informations, Paulette GUINCHARD-KUNSTLER a essayé de le faire, de prendre des informations à Man, entre autres auprès de Gilbert BLEU LAINÉ que nous connaissons bien les uns les autres. Je crois que Pierre CONTOZ l'a fait aussi, j'ai moi-même essayé mais nous avons de grandes difficultés à joindre la Ville de Man. J'ai encore eu il y a quelques instants au téléphone une Bisontine dont le fils est en Côte d'Ivoire car il y a beaucoup de Bisontins qui sont en Côte d'Ivoire, entre autres à Man, qui me disait que les derniers contacts qu'elle avait eus faisaient état d'une très grande tension à Man, qu'il y avait le couvre-feu à 18 heures et que la situation était très tendue. Donc, d'après ce que l'on croit savoir, notre ville jumelle, notre ville amie, soeur, vient de passer aujourd'hui aux mains des rebelles à nouveau à la suite de violents combats contre les troupes dites loyalistes.

En réalité, c'est près de la moitié des communes de la région de l'Ouest montagneux qui sont d'ailleurs, vous le savez, les partenaires des communes franc-comtoises dans le cadre de ce que nous appelons l'ARDECOD, l'Association Régionale de Développement Economique de la Côte d'Ivoire, qui se trouvent dans un camp adverse, et nous n'avons pas de nouvelles de l'association jumelle en Côte d'Ivoire qui s'appelle l'AVICOM-CI.

Les informations qui parviennent de Man sont alarmantes. Il y a des exactions de toutes sortes, il y a eu des crimes dans la ville. Nous étions en pourparlers avec une association de handicapés dont les membres ont été massacrés alors qu'on réfléchissait à un programme de coopération avec elle. Il y a des pillages des maisons et des boutiques, en un mot la situation est dramatique. Ce sont les informations que nous avons, il faut peut-être les prendre avec un peu de prudence car elles ne sont pas vérifiées mais elles semblent malheureusement se confirmer.

Bien entendu nous avons donc dû suspendre provisoirement les projets envisagés entre les deux villes parce qu'il n'est pas possible d'envoyer une mission pour le moment dans la Ville de Man. Il n'y a plus d'autorité locale, le Maire de Man n'est plus en place et il n'est d'ailleurs plus possible de circuler librement dans la capitale des montagnes de l'Ouest et tous les étrangers sont réfugiés à Abidjan.

Nous avons essayé d'établir des contacts avec les membres de la Compagnie Tanably que connaît bien Sébastien MAIRE puisqu'ils sont venus ici à l'invitation d'ARDECOD cet été. Apparemment ils sont sains et saufs mais beaucoup de membres de leur famille ont été victimes de ces événements.

Ce que je voulais simplement, c'est qu'on ait un instant une pensée, un moment de solidarité avec cette ville jumelle que beaucoup d'entre nous connaissent. Je m'y suis rendu personnellement il y a une quinzaine d'années avec Paulette GUINCHARD-KUNSTLER qui y a fait de fréquents séjours, avec nos ingénieurs qui ont beaucoup travaillé sur les problèmes d'assainissement et autres. Donc on ne restera pas inactif. Dès que la situation sera rétablie à Man et que ce sera possible, nous enverrons une mission en Côte d'Ivoire pour identifier les besoins les plus urgents de la population qui doit terriblement souffrir de la situation actuelle, entre autres dans les domaines de la santé et de l'alimentation ça doit être terrible. Donc dès que nous le pourrons, nous irons à Man et nous demanderons aux Bisontines et aux Bisontins avec les autres communes de l'ARDECOD de faire preuve de solidarité envers cette ville magnifique où nous avons beaucoup d'amis. Beaucoup de Français originaires de la région de Besançon s'y sont installés. Il y a une pharmacienne par exemple que nous connaissons bien, Mme N'DA que Nicole WEINMAN j'imagine doit connaître, Mme N'DA qui est née dans la région de Montbéliard. D'ailleurs à ce propos, je ne savais pas que vous étiez née en Côte d'Ivoire, Madame WEINMAN.

Voilà ce que je voulais vous dire. Nous avons essayé de faire le point, c'est difficile, mais on reste attentif et dès que nous le pourrons, nous irons.

Mme Paulette GUINCHARD-KUNSTLER : Je crois que Jean-Louis FOUSSERET a bien fait de tenir le Conseil Municipal au courant de la situation. J'ai eu l'occasion plusieurs fois d'en discuter avec le Ministre des Affaires Etrangères qui ne connaissait pas la coopération qui était menée entre la Franche-Comté, Besançon et la ville de Man. Mais les échos qu'on a sont très inquiétants parce qu'apparemment les rebelles qui se sont installés dans la région des Montagnes de l'Ouest sont des mercenaires qui n'ont pas de lien du tout avec la partie du Nord, des mercenaires qui viennent du Libéria et de la Sierra Leone. Je crois que c'est une situation qui est très très inquiétante et je pense effectivement que ce n'est sûrement pas au moment où la situation est la plus dure que nous devons prendre du recul mais au contraire, nous devons être très présents à leurs côtés. En tous cas, lors des derniers contacts que j'ai eus avec le premier maire de Man, que j'avais rencontré il y a un peu plus de 13 ans maintenant, M. JACQUET Florent, il m'a dit que c'était relativement calme et que leur plus gros souci pour le moment était un souci alimentaire, plus encore que de santé parce que le marché ne fonctionnait plus depuis presque 10 jours. Voilà ce que je voulais donner comme information supplémentaire.

M. LE MAIRE : Bien, nous nous tenons informés de la situation.

Dont acte.

Récépissé préfectoral du 9 janvier 2003.